

Publié le 17 février 2017

La nouvelle administration américaine : inexpérience ou obstruction ?

«Pour diriger les États-Unis à partir du 20 janvier, le président américain élu a choisi une équipe de fidèles, composée notamment de conservateurs purs et durs, de riches *businessmen* et de généraux.», rapporte [Le Figaro](#), qui parle d'une Administration «atypique», à l'image du nouveau président. La démission le 14 février du conseiller à la sécurité nationale, le général Michael Flynn, visé pour ses liens avec la Russie, et celle du ministre du Travail Andrew Puzder deux jours après ont redonné un coup de projecteur sur les nominations de l'Administration du nouveau président américain, qui n'a pas encore achevé la composition de son cabinet. Elle a également permis à la presse dominante de poursuivre ses critiques systématiques contre le président Trump, sur le thème de la désorganisation et de l'inexpérience, génératrices de tensions. Mais qu'en est-il vraiment ?

Un cabinet qui contraste avec les années Obama

La composition du cabinet Trump tranche avec les années Obama, qui avaient misé sur la diversification culturelle : seulement quatre femmes et un homme d'origine afro-américaine ont été nommés dans le nouveau gouvernement.

«C'est un record qui se dessine pour le cabinet de Donald Trump : celui du plus faible nombre de femmes et de personnes issues des minorités depuis 28 ans. En effet, si le cabinet actuel est confirmé, ils seraient 17 hommes blancs à occuper les quelque 22 postes de l'administration du nouveau président américain», explique le *New York Times*. Un chiffre qui n'avait plus été atteint depuis l'ère Reagan entre 1981 et 1989. D'où ce commentaire de Romain Huret, directeur du Centre d'études nord-américaines (CENA) : «Donald Trump a bâti un cabinet à son image et à celui de sa campagne, composé d'hommes riches et blancs. On peut d'une certaine manière parler d'un recul. Après la présidence de Barack Obama, qui a été marquée par la diversification culturelle, ce cabinet est en en quelque sorte un retour en arrière. Ce gouvernement nous rappelle les années 1950 plutôt que les années 2000». Mais cette analyse de type sociologique, sous une apparence objective, ne sacrifie-t-elle pas dans sa conclusion aux standards de la bien-pensance mondialiste ?

Dès les premières annonces de nominations a été pointé un autre aspect de ce cabinet : *Le Figaro* le désignait comme un «club de milliardaires», ce qu'on relayé [Les Échos](#), expliquant que «Trump semble trouver son inspiration dans le classement des grandes fortunes du magazine *Forbes*». Une remarque illustrée par la nominations de Gary Cohn à la fonction de Président du Conseil national économique de la Maison-Blanche. Numéro deux de Goldman Sachs, sans expérience en politique, Cohn va diriger l'équipe chargée d'inspirer le programme économique du président. Souvent qualifié d'«arrogant et agressif», Cohn a mené une parfaite carrière de *trader* au sein de la

prestigieuse banque.

Pur produit d'un *Wall Street* décrié par Trump durant sa campagne, il devient l'homme le plus influent avec le futur secrétaire au Trésor pour donner corps aux idées populistes du président élu. Autre représentant du «club des milliardaires», Rex Tillerson, PDG du grand groupe pétrolier ExxonMobil, nommé au poste de secrétaire d'État, et ainsi présenté par [Le Figaro](#) : «À 64 ans, l'homme n'a aucune expérience gouvernementale, mais sa proximité avec le président russe a sans doute été déterminante dans le choix de Donald Trump : il sera en effet chargé de normaliser les relations avec la Russie, mises à mal par l'annexion de la Crimée et par le différend entre Washington et Moscou sur la guerre en Syrie.

Tillerson et Poutine ont fait connaissance dans les années 1990 quand le premier supervisait un projet d'Exxon sur l'île de Sakhaline et ont renforcé leurs liens quand le second a pris le pouvoir après la démission de Boris Eltsine le 31 décembre 1999. Tillerson a d'ailleurs reçu en 2012 des mains de Vladimir Poutine la décoration de l'ordre de l'Amitié. Né à Wichita Falls dans le Texas, Rex Tillerson a fait toute sa carrière chez Exxon qu'il a rejoint en 1975. Nommé PDG en 2006, il devait quitter son poste en mars, pour partir à la retraite. Ses vues sur la politique étrangère sont très peu connues, si ce n'est qu'il est un fervent défenseur du libre-échange.»

Toutefois, le magazine [Les Échos](#) tempère sa pointe en commentant : «La présence de familles fortunées dans la sphère politique américaine n'est pas nouvelle. Penny Pritzker, la ministre du commerce de Barack Obama, est elle-même héritière de la famille fondatrice de la chaîne hôtelière Hyatt, avec un patrimoine de plus de 2 milliards de dollars. Henry Paulson, le secrétaire au Trésor du gouvernement Bush, ancien patron de la banque Goldman Sachs, affichait de son côté un capital de 92 millions de dollars. "Personne ne s'attendait à ce que Trump embauche des syndicalistes du Michigan, ironise Larry Sabato, de l'université de Virginie. Un milliardaire a tendance à s'entourer de milliardaires". Même s'il a fait campagne contre l'*establishment* et les élites, en ciblant les oubliés de la croissance et les classes moyennes blanches de la Rust Belt¹ ». Une marque de fabrique qui est donc moins celle de Trump lui-même que celle de la plupart des gouvernements américains.

Autre aspect pointé du doigt par la presse : un «afflux de kaki à Washington [qui] déclenche l'inquiétude de parlementaires et d'experts en sécurité nationale, soucieux de la prévalence du pouvoir civil». Hormis l'éphémère Michael Flynn (voir ci-dessous), la remarque vise en particulier James Mattis, secrétaire à la Défense, un général retraité qui est une figure légendaire de l'armée américaine, réputé pour ses qualités militaires et son franc-parler, mais aussi pour sa défiance vis-à-vis du régime iranien, et qui «devra non seulement diriger la guerre contre l'État islamique, priorité de Donald Trump, mais aussi présider au colossal réarmement promis par le président élu, pour le financement duquel il faudra mener bataille au Congrès», comme l'explique [Le Figaro](#).

Visé également, John Kelly, Secrétaire à la Sécurité intérieure, un ancien *Marine*, qui a dirigé le commandement de l'armée américaine chargé de l'Amérique latine, et qui est le troisième général à intégrer la nouvelle administration, au sein de laquelle il doit mener le durcissement de la politique migratoire promis par Donald Trump. «Il hérite de deux dossiers majeurs pour la présidence

1 - La *Rust Belt* («ceinture de la rouille») désigne le déclin des secteurs industriels traditionnels.

Trump : l'immigration et l'antiterrorisme. Au département de la Sécurité intérieure, méga-ministère créé par George W. Bush après le 11 septembre 2001, il supervisera 240 000 fonctionnaires. Ses 40 ans de carrière militaire se sont achevés cette année à la tête du Southern Command, responsable de la zone Caraïbes, Amérique centrale et Amérique latine. C'est sa connaissance de ce terrain qui a poussé le président élu à lui confier sa promesse phare : transformer en «mur» la frontière avec le Mexique. Kelly, qui a perdu un fils lieutenant en 2010 en Afghanistan, s'était publiquement opposé au projet d'Obama de fermer Guantanamo», résume le *Washington Post*.

Un Kitchen cabinet controversé

Auprès du président, le *Kitchen cabinet*, qui est composé librement de conseillers politiques et/ou de responsables administratifs, joue un rôle déterminant. C'est un peu la «garde rapprochée» du président, le premier cercle. Certaines figures du *Kitchen cabinet* de Trump retiennent l'attention et donnent lieu à de violentes critiques.

Jared Kushner, 35 ans, le mari d'Ivanka Trump, un promoteur immobilier, a été nommé comme haut conseiller du président. Il bénéficie d'une accréditation de sécurité l'autorisant à assister aux *briefings* top secrets. *Le Figaro* relève qu'il «a pris une importance considérable au fil de la campagne. Conseiller de l'ombre, on trouve sa patte derrière plusieurs décisions stratégiques du président élu, des bouleversements de l'état-major à l'organisation des levées de fonds sur Internet, du choix de Mike Pence comme colistier, à la visite surprise du candidat à Mexico fin août. Il a aussi écarté le gouverneur du New Jersey Chris Christie – qui avait emprisonné son père pour fraude en 2004 – et pris en main le processus de transition».

Steve Bannon , 63 ans, patron de *Breitbart News*, un site d'information «de droite, populiste et anti-*establishment*», «hérite du titre de conseiller stratégique, n'ayant de comptes à rendre qu'au président. Avec ses convictions radicales, sa “vision” politique et son peu d'intérêt pour les affaires courantes, il se positionne comme le penseur de l'équipe, le gardien du mouvement populiste qui a porté Trump jusqu'au Bureau ovale. En guerre contre l'*establishment*, il ne devrait pas laisser la Maison-Blanche de Donald Trump s'endormir dans le confort du “système”, si jamais cela devait la tenter.» explique *Le Figaro*. La nomination de Bannon est particulièrement controversée. Son parcours est le suivant : issu d'une famille ouvrière de Virginie, des catholiques irlandais démocrates et syndiqués, il s'enrôle dans la Navy à 22 ans, fait le tour du monde pendant quatre ans sur un destroyer. Remarqué pour son intelligence affûtée, il devient l'assistant du chef des opérations navales au Pentagone. Parallèlement, il passe un master sur la sécurité nationale à Georgetown University, puis un MBA à la Harvard Business School. Embauché sur un coup de chance chez Goldman Sachs à 29 ans, il s'y épanouit dans «la camaraderie» et «le sacerdoce» : celui de mettre «la finance au service des entreprises».

Bannon est à l'origine d'un livre dévastateur sur Hillary Clinton paru en 2015, *Clinton Cash*. Ce personnage qui passe pour très secret prophétise une «révolte mondiale» qui ne va pas s'arrêter au Brexit et au coup de tonnerre de la présidentielle américaine. «Le *Tea Party* est un mouvement global, qui balaye les démocraties de l'Europe à l'Asie, de l'Amérique latine à l'Inde», explique-t-il.» C'est lui qui a nourri la rhétorique de la campagne électorale de Trump sur le «système pipé», le «payer pour jouer» du clan Clinton, le «qu'avez-vous à perdre ?» adressé aux minorités, explique

encore [Le Figaro](#). Il a recentré son message sur l'emploi pour tous, le retour des usines, la souveraineté économique, le contrôle des frontières, la lutte contre l'islamisme radical, la «loi et l'ordre», bref un âge d'or où le capitalisme assurait la prospérité et la sécurité du plus grand nombre. Un thème qui est au cœur de sa philosophie politique : «Les démocrates, les modérés et les bobos, dit-il, ont perdu de vue le monde réel».

Donald McGahn, un avocat conservateur tendance libertarien, «fort en gueule», hérite d'une des responsabilités les plus délicates du premier cercle, en tant que conseiller juridique de la présidence : il doit garantir la légalité de toutes les décisions prises par la Maison Blanche, afin qu'elles passent l'examen du Congrès, voire de la Cour suprême. Il lui reviendra de valider les nominations et d'assurer le respect des procédures et des principes constitutionnels dans la mise en place des nouvelles politiques. Son premier défi est d'instaurer une claire séparation entre Donald Trump et les intérêts privés de son groupe. Tout laxisme en la matière exposerait le président à des complications en cas de changement de majorité au Congrès.

Une «opération escargot» menée par les Démocrates

Comme le rapporte [Le Point](#), l'opposition démocrate, qui n'accepte pas son échec électoral, livre au Congrès une violente bataille contre les nominations de Trump. Selon la constitution américaine, les nominations des secrétaires d'État doivent en effet recevoir l'agrément du Sénat pour pouvoir être validées. Et, bien que les Républicains disposent de la majorité à la chambre haute, le délai de confirmation des nominations faites par Trump est sans précédent, en raison de l'obstruction systématique à laquelle se livrent les sénateurs démocrates : «Depuis le début, les démocrates mènent une opération escargot. Ils ont réussi à faire traîner les confirmations comme jamais dans l'histoire récente. Les trois derniers présidents avaient presque tous, à cette date, leurs ministres en place. Ils ont recours à toutes les tactiques de blocage possibles et inimaginables : ils boycottent les réunions, demandent de nouvelles auditions... Ils espèrent ainsi montrer que l'administration Trump est truffée d'idéologues réactionnaires, incompetents, empêtrés dans une foulditude de conflits d'intérêts.»

Ces manœuvres des démocrates pour décrédibiliser la nouvelle administration se reflètent dans la presse francophone : «La composition du cabinet de Donald Trump est vraiment sans précédent, tant par l'incroyable manque d'expérience gouvernementale de ses membres que par l'influence de la famille Trump sur leur sélection», écrit le [Courrier International](#). [Le Parisien](#) explique quant à lui que «les nominations se suivent et font à chaque fois grincer des dents. Depuis sa victoire à la présidentielle américaine, Donald Trump distribue à des proches aux CV polémiques des postes clefs.

Pour mener à bien leur projet de blocage, les Démocrates utilisent en particulier le «filibuster», une technique visant à retarder le plus possible l'adoption d'une loi ou d'un décret à l'aide des moyens réglementaires de la chambre. C'est aussi une tactique dilatoire qui consiste à prononcer délibérément d'interminables discours pour faire obstruction à un débat. Il s'agit de retarder le plus possible un vote en utilisant toutes les possibilités prévues par la réglementation des débats.

Le combat des Démocrates est perdu d'avance, mais il paralyse l'action du nouveau gouvernement :

«La lutte des sénateurs anti-Trump a un côté futile et vain, car ils n'ont pas les moyens de bloquer les nominations de l'administration. Mais ils n'ont pas vraiment le choix, car leur base est remontée à bloc, si l'on en juge par les multiples manifestations, et exige d'aller à l'affrontement. Dans cette atmosphère hautement toxique, les démocrates vont sans aucun doute tout faire pour ralentir l'abrogation de l'*Obamacare* et des différentes réglementations et essayer de bloquer les lois budgétaires au printemps. Sans parler de la nomination du juge à la Cour suprême qui demande au moins 60 voix. À moins que les républicains ne décident de changer les règles, comme ils menacent déjà de le faire, pour accélérer le vote. De quoi enflammer davantage les deux camps et aggraver encore la paralysie du Congrès», commente le journaliste du [Point](#).

La confirmation laborieuse de la nomination de Betsy DeVos comme Secrétaire à l'Éducation illustre de façon exemplaire cette technique dilatoire. Richissime philanthrope conservatrice, c'est une des plus grosses donatrices du parti républicain et une farouche partisane du droit à choisir entre école publique, école privée ou enseignement à la maison avec des aides publiques. Elle est en revanche contre la supervision des écoles par les instances fédérales, estimant que cette responsabilité revient aux autorités locales. Elle est en plein accord avec les projets de Donald Trump pour son portefeuille : instaurer la liberté du choix scolaire pour tous – écoles publiques, *charter schools* (écoles privées gratuites financées par l'État) ou éducation à domicile. Trump a proposé un système de «bons» à hauteur de 20 milliards de dollars pour aider les familles.

On reproche à Betsy DeVos de n'être pas qualifiée et de ne rien connaître au système public d'éducation. Lors de son audition, assez piteuse, elle a semblé ignorer l'existence de lois en place et les méthodes d'évaluation des élèves, ce qui a mis en joie les réseaux sociaux, qui l'ont ridiculisée. Ni elle ni ses enfants n'ont jamais fréquenté une école publique. Betsy DeVos n'a dû sa confirmation au Sénat qu'à l'intervention in extremis de Mike Pence, le vice-président. Deux sénatrices républicaines ayant voté contre elle, le Sénat s'est retrouvé divisé à 50-50 entre les pour et les contre et il a fallu, grande première historique, faire appel au vote de Mike Pence pour la sauver. C'est la première fois que la voix d'un vice-président décide d'une nomination. C'est aussi la première fois qu'un ministre de l'Éducation fait l'objet d'un vote aussi serré et d'une telle hostilité.

Cependant, si Donald Trump accepte de supporter cette obstruction systématique malgré ses inconvénients pour la mise en œuvre rapide de sa politique, c'est parce qu'il pense que cela renforce sa popularité auprès de l'Amérique profonde à laquelle il doit son élection.

La démission de Michael Flynn

Parmi les critiques récurrentes portées contre le cabinet Trump revient celle de l'inexpérience et du népotisme : «L'absence d'expérience des affaires publiques de la part du président est renforcée par le fait qu'il a choisi d'installer à la Maison Blanche une série de pouvoirs complémentaires, potentiellement concurrents. [...] S'ajoute le poids du clan familial. Il est représenté à la Maison Blanche par le gendre de M. Trump, Jared Kushner, mari de la première fille du président, Ivanka. Dépourvu tout comme M. Bannon ou M. Priebus de la moindre expérience gouvernementale, M. Kushner joue un rôle de premier plan dans les dossiers de politique étrangère. À la périphérie de la Maison Blanche, la liberté de parole de proches du président ajoute au désordre. L'un d'eux,

Christopher Ruddy, a ainsi publiquement rejeté la responsabilité des ratés des premiers jours sur M. Priebus. Cette Maison Blanche complexe n'est pas étayée, enfin, par une administration en parfait état de marche. L'impréparation de l'équipe de M. Trump, doublée par la stratégie d'obstruction déployée par les sénateurs démocrates pour freiner la confirmation des personnes nommées à la tête des agences fédérales, explique que la plupart de ces départements ne disposent pas encore d'organigrammes complets. Les nombreuses "fuites" dont a bénéficié la presse américaine au cours des trois premières semaines de la présidence de M. Trump, qu'il s'agisse de compte rendus de conversations avec des responsables étrangers ou de projets de décrets présidentiels, témoignent d'une administration sous tension. » explique [Le Monde](#).

La démission précipitée du conseiller à la sécurité nationale, Michael Flynn, lundi 13 février, est venue renforcer ces remarques sur l'inexpérience de Donald Trump : «M. Trump a surtout mis sur la loyauté pour composer son premier cercle. Dans le cas de M. Flynn, elle l'a aveuglé, l'empêchant de voir des signaux d'alerte à propos d'une personnalité controversée.», explique *Le Monde*. *Le Huffington Post* ne craint pas de titrer sur un ton dramatique : « La démission de Michael Flynn indique que la Maison Blanche est en train de brûler ». Même ton dans le titre du *Figaro* : «Il n'aura pas fallu attendre longtemps le premier coup de tonnerre sur la Maison Blanche de Donald Trump.» Et le journaliste du *Figaro* de commenter : « Trois semaines seulement après l'entrée en fonction de la nouvelle administration, une démission à un tel niveau de responsabilités sort de l'ordinaire.

Cette crise corrobore l'image de désordre et d'improvisation que projette la Maison Blanche. Michael Flynn prend officiellement la porte en raison de son manque de sincérité envers le président et le vice-président, Mike Pence. Au-delà, ce sont ses relations ambiguës avec la Russie qui l'ont mis dans ce mauvais pas. Alors que le FBI enquête sur les interférences orchestrées par le Kremlin dans la campagne présidentielle, des appels téléphoniques ont été interceptés entre le conseiller de Trump et l'ambassadeur russe à Washington, Sergueï Kislyak. L'un d'eux est survenu le 1^{er} janvier, au moment où Barack Obama prenait des sanctions et expulsait vingt-cinq espions russes agissant sous couverture diplomatique. Ces conversations étaient potentiellement illégales, si le général – alors sans fonction officielle, à part son appartenance à l'équipe de transition – a donné des informations aux Russes ou leur a promis que les sanctions seraient bientôt levées. Un citoyen américain non mandaté par le gouvernement n'a pas le droit de négocier avec un pouvoir étranger, l'incrimination pouvant aller jusqu'à la trahison.»

Pour obtenir la démission de M. Flynn, a été invoqué le «Logan act», une loi américaine de 1797 qui interdit à des ressortissants américains non habilités d'avoir des contacts avec des gouvernements étrangers en litige avec les États-Unis. Une loi qui ne fut plus utilisée ensuite, et qui ne fut en tout cas pas invoquée en 2008, lorsque le candidat Obama fit une tournée mondiale pour promouvoir la paix dans le monde, ce qui contribua à l'obtention de son prix Nobel de la paix pendant son mandat présidentiel, le 9 octobre 2009, alors qu'il n'entamait que son dixième mois de mandat...

La démission du général Flynn ne révélerait-elle pas aussi et surtout à quel point l'administration de Donald Trump est contrariée dans son fonctionnement par les membres de l'administration Obama encore en place dans les différents ministères, tous ces fonctionnaires démocrates d'allégeance, qui

participent selon leurs possibilités au grand mouvement de rejet du nouveau président et de sa politique par un *establishment* qui n'a toujours pas accepté sa victoire ? On relèvera que, depuis Woodrow Wilson, en 1921, Barak Obama est le premier président des États-Unis sortant à ne pas être reparti dans son État d'origine : il est resté à Washington, à deux pas de la Maison Blanche... pour y mener une «retraite» sans doute très active !

Laure-Marie de Synthe

Retrouvez cet article sur notre [site](#)